

Contre les recettes néolibérales, un économiste et un sociologue proposent un modèle de planification écologique, qui fait la part belle à la participation citoyenne

L'HEURE DE PLANIFIER

GRÉGOIRE MOTTET

Ecologie ► Afin d'éviter un emballement écologique, il faut planifier. C'est le constat que défendent l'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan dans leur ouvrage récemment paru aux Editions Zones, *Comment bifurquer*. Dans ce livre, les auteurs pointent l'incapacité du capitalisme à mettre en œuvre une transition à la hauteur des enjeux environnementaux, tout en réhabilitant la notion de planification, participant à la sortie d'un tabou dans laquelle elle s'était enfoncée depuis plusieurs décennies. En alliant participation élargie et science des écosystèmes, les auteurs proposent une économie écologique et démocratique dans laquelle la société déciderait collectivement de son devenir. Quitte à nationaliser les secteurs clés de l'économie au passage.

Solutions insuffisantes

Les auteurs, enseignants respectivement à Genève et à Paris, alertent contre les mesures qui consisteraient à «verdir le capitalisme», telles que la taxe CO₂. D'un point de vue social, ce mécanisme serait aveugle aux inégalités: une personne aisée pourrait continuer à polluer si elle le souhaite, estiment les chercheurs. De plus, cette proposition omet, selon eux toujours, la question des ressources nécessaires à la transition. «Les entreprises privées soit ne veulent, soit ne peuvent pas consentir à les mobiliser», explique Razmig Keucheyan. Ces investissements massifs doivent de plus s'effectuer dans un laps de temps réduit. «Bifurquer en quelques années n'implique pas les mêmes contraintes qu'avoir un siècle pour le faire», continue le sociologue. La transformation de l'économie implique également la mise à l'arrêt de nombreuses infrastructures néfastes pour l'environnement. D'après Cédric Durand, jamais les entreprises n'accepteront de porter elles-mêmes les frais de leur propre démantèlement. «Seul l'Etat possède la force de frappe financière et la capacité de coordination nécessaire pour mener une transformation d'une telle ampleur», conclut Razmig Keucheyan.

Entre participation et science

Pour les deux professeurs, la transformation de notre économie ne peut donc pas être laissée aux seuls aléas du marché. L'Etat doit prendre en charge la réorientation de l'économie à des fins écologiques. Mais pas n'importe quel Etat: un Etat rendu plus démocratique et plus attentif aux données scientifiques.

La participation populaire doit être l'un des piliers de la planification écologique, selon les auteurs. Inspirés par des démarches participatives comme les assemblées citoyennes, ils



La cimenterie Holcim, près de la carrière du Mormont (VD). Pour les deux auteurs, la transformation de l'économie implique la mise à l'arrêt de nombreuses infrastructures néfastes pour l'environnement. KEYSTONE

pensent que chaque citoyen-ne devrait avoir la possibilité de prendre part à des comités locaux «pour définir collectivement les besoins». La planification écologique «viendrait augmenter la démocratie citoyenne», écrivent-ils dans le livre.

La science, notamment celle des écosystèmes, a aussi un rôle important à jouer afin de déterminer les limites écologiques à ne pas dépasser. «Il n'est pas question de dire que la démocratie est absolue au sens où elle pourrait décider de satisfaire des besoins productivistes et consuméristes», explique Raz-

mig Keucheyan. «Nous sommes pour une délibération démocratique maximale et égalitaire, mais qui est soumise à un principe de soutenabilité, fixé par la science», continue-t-il.

Pour mesurer l'impact humain sur l'environnement, les auteurs n'ont pas peur de recommander la mobilisation de technologies de pointe, numériques ou satellitaires. Tout en étant conscient de l'empreinte écologique de ces techniques et de la nécessité d'un usage mesuré. Cédric Durand pense que «connaître avec précision l'état des écosystèmes est essentiel, car cela permet de prendre

des décisions informées et rationnelles».

Contrôle démocratique

Dans le modèle décrit, il reviendrait aux parlements d'adopter un scénario final de réorientation de l'économie. Ceci permettrait de revaloriser une institution dont se désintéressent les citoyen-nes. A juste titre, selon les deux penseurs, car les décisions importantes se prennent actuellement souvent à l'extérieur de cet organe. Pour eux, ce sont les grandes firmes privées qui déterminent, selon leurs intérêts propres, «notre devenir collectif». Il reviendrait

dorénavant à la société de décider, après délibération démocratique, de l'allocation des ressources, revendique Cédric Durand.

L'Etat aurait ainsi la tâche de «distribuer les investissements en fonction des priorités écologiques décidées précédemment», décrit le professeur. Afin de lui donner les leviers nécessaires pour remplir cette mission, des secteurs clés devraient être nationalisés: grandes banques, transport, énergie. «C'est le moment anticapitaliste de la planification», glisse l'économiste. Une firme ne respectant pas les objectifs environne-

mentaux définis collectivement pourrait se voir contrainte de fermer.

Quelle force politique ?

La crise financière de 2008 et la crise écologique actuelle ont toutes deux largement entamé la confiance du grand public dans les marchés laissés sans régulation, selon Cédric Durand. Ce contexte est, d'après lui, une opportunité pour la gauche anticapitaliste de remettre en avant l'idée de planification, qui fut la sienne pendant toute son histoire. Mais quelles forces politiques peuvent porter un tel projet? Conscient que les classes possédantes s'opposent résolument à une transition qui leur sera coûteuse, c'est du côté des classes populaires qu'il tourne son espoir. Celles-ci étant les plus vulnérables aux restructurations économiques, la mise en place d'une garantie d'emploi par l'Etat est primordiale d'après lui.



«L'Etat aurait la tâche de distribuer les investissements en fonction des priorités écologiques décidées»

Cédric Durand

Du côté partisan, la France insoumise et Jean-Luc Mélenchon, desquels les penseurs sont proches, ont déjà porté la notion de planification écologique lors de la dernière campagne présidentielle. Les coauteurs espèrent aussi éveiller l'intérêt d'autres formations de gauche comme le Parti socialiste ou les Verts.

Etonnamment, c'est également la droite, Emmanuel Macron par exemple, qui a repris le terme, bien qu'en le vidant de sa substance, selon Cédric Durand. Mais les auteurs constatent que parmi les hauts fonctionnaires gouvernementaux, nombreux sont ceux et celles à être lucides sur l'urgence écologique et à observer l'incapacité de leur dirigeant à trouver des solutions. Peut-être que, comme l'espèrent Razmig Keucheyan et Cédric Durand, leur livre parviendra à intéresser les cadres de la haute administration. I

Razmig Keucheyan et Cédric Durand seront présents à Genève ce jeudi 18 avril afin de présenter leur ouvrage lors d'une conférence, 19h, Maison des associations (salle Rachel Carson), rue des Savoises 15, 1205 Genève.

3 QUESTIONS À RAZMIG KEUCHEYAN



RAZMIG KEUCHEYAN
Sociologue, auteur de *Les besoins artificiels*, Editions Zones, 2019, et coauteur de *Comment bifurquer*, Editions Zones, 2024.

Vous dites que le capitalisme crée de nombreux besoins artificiels. Comment juger si un besoin est superflu ou légitime?

C'est le cœur de l'affaire. Nous avons une conception non essentialiste des besoins. Cela veut dire qu'à part les besoins vitaux, tels que se nourrir ou se protéger du froid, qui ne souffrent pas de discussion car s'ils restent insatisfaits l'être humain ne survit pas, tout le reste est sujet à la délibération. C'est à une procédure démocratique de décider ce que qui doit être satisfait et ce qui ne doit pas l'être.

Vous mettez en avant la figure du consommateur collectif. Qu'est-ce que cela veut dire et en quoi est-elle inspirante?

Il y a de nombreuses modalités de consommation collective: les associations, les coopératives, l'agriculture de proximité. Dans ces exemples, le tête-à-tête avec la marchandise est remplacé par une décision de consommer collectivement. Pour

le producteur, cela a l'avantage de stabiliser la demande. Il est assuré d'avoir des abonnements qui courent sur plusieurs mois pour un panier hebdomadaire de fruits et de légumes. Par ailleurs, la négociation du cahier des charges entre les consommateurs et le producteur est très intéressante. Les premiers peuvent par exemple demander au second des produits bios et équitables.

Vous pointez pourtant les limites de telles pratiques...

En effet, celles-ci se déroulent uniquement à petite échelle. Mais grâce au numérique, il est possible de mettre ensemble des consommateurs collectifs, pas présents au même endroit et au même moment, mais qui échangent au sujet de marchandises de toute nature. Par ce biais, les consommateurs collectifs peuvent toujours discuter avec le producteur pour obtenir un certain type de marchandise, mais à une plus grande échelle. PROPOS RECUEILLIS PAR GMT